

L'Irak au bord de la guerre civile. Vers le point de non-retour ?¹

De plus en plus de voix s'élèvent pour dénoncer les risques d'une guerre civile en Irak. Les affrontements se poursuivent malgré les appels au calme de différents dirigeants. De graves incidents à caractère politico-religieux ensanglantent le pays. Le cycle vengeance-représailles, déclenché par la destruction de la mosquée d'or de Samarra, haut lieu du chiïsme, a provoqué la mort de centaines de personnes. Et George Bush doit admettre qu'il n'entrevoit pas la fin des violences.

On peut jouer sur les mots, se perdre dans les arcanes de la sémantique ou tenter de relativiser le danger. Les faits sont là, que les morts en pagaille, pulvérisés dans des attentats à la voiture piégée ou abattus en rue de sang froid depuis la scandaleuse explosion d'un mausolée chiite dans la ville de Samarra, ont fait éclater à la face du monde. Les faits ? L'Irak se débat dans une violence sectaire qui ne cesse de s'envenimer depuis des mois. Et ces vies humaines sacrifiées sur fond de tensions communautaires risquent de conduire le pays à la « guerre civile », cette expression qui, à juste titre, fait peur à tout le monde, dans et hors du pays.

Certes, les principaux partis et regroupements politiques, les gouvernements impliqués dans le borbier mésopotamien continuent d'en appeler au calme et à l'unité. Mais il est difficile d'ignorer qu'un profond désarroi, pour ne pas parler de panique, semble d'ores et déjà saisir tous les acteurs du drame. Le président (kurde) Jalal Talabani a appelé ses compatriotes à montrer de la maîtrise de soi. L'ayatollah Ali Sistani, la plus haute autorité religieuse chiite irakienne, œuvre à apaiser la situation. George Bush et son comparse Tony Blair demandent de la retenue aux différentes parties. Et le président iranien Mahmoud Ahmedinejad, tout en chargeant les Etats-Unis et Israël, a blâmé les attaques parce que « certaines mains » oeuvrent à une « guerre religieuse » entre chiïtes et sunnites « pas seulement en Irak mais dans le monde islamique. » Ce qui aurait des conséquences catastrophique dans toute la zone, y compris en Iran. Le ministre des Affaires étrangères iranien a donc rappelé cette évidence, « malheureusement, notre région est affectée par des groupes terroristes comme les talibans et Al Qaeda. » Et il s'est demandé « qui est la cause de l'installation de tels groupes dans notre région. Qui leur a donné une assistance financière. Certains de nos amis occidentaux ne veulent soulever des questions que lorsqu'ils s'agit des autres, et ils ne sont pas prêts à examiner ce qu'ils font eux-mêmes », référence étant ainsi faite à l'aide apportée naguère aux talibans par certains gouvernements.

En plein chaos

Sans doute cette généralisation est-elle abusive et Téhéran trouve-t-il dans les développements en Irak une bien belle occasion de mettre l'Occident devant ses contradictions. Il n'empêche. N'est-on pas proche en Irak du point de non-retour ? Le glissement vers une guerre confessionnelle ne fait-elle pas partie des scénarios plausibles ? Déjà, en tout cas, le climat de violence actuelle, où tout le monde accuse tout le monde, hypothèque sérieusement le processus de transition politique dont l'immense majorité des Irakiens espère qu'il mènera au calme et à la sécurité dans un pays pacifié et libéré de la tutelle américano-britannique.

Beaucoup se disaient que, peut-être, le scrutin législatif validé du 15 décembre 2005 avait représenté une étape essentielle en ce sens. En perdant un peu vite de vue que, dans leur immense majorité, les chiïtes ont voté chiïte, les Kurdes ont voté kurde. Et les sunnites pour des listes sunnites. Les pourparlers entre les différentes forces politiques pour former un gouvernement sont dans l'impasse et la perspective d'une union nationale forte entre chiïtes, sunnites et kurdes semble, pour l'instant, hors

¹ Article paru dans le N° 258 du *Journal du mardi*, 7 mars 2006.

de portée. Ce n'est pas la première fois que, depuis l'invasion américaine au printemps 2003, l'Irak en plein chaos se trouve au bord d'une guerre intracommunautaire. Mais l'attentat contre la mosquée d'or, ce sanctuaire chiite vénéré des fidèles, a rendu ce risque un peu plus concret. L'engrenage des attaques contre les chiites et des représailles risque de déboucher sur un conflit religieux total.

« Tous contre tous »

Les choses sont rendues encore plus complexes par les tensions croissantes qui affectent les relations entre les factions chiites elles-mêmes que de sérieux affrontements ont opposés ces derniers mois. Ce qui a fait dire à Toby Dodge, spécialiste de l'Irak à l'université Queen Mary de Londres que *« ce qui se met en place n'est pas une simple guerre civile. C'est pire. C'est une guerre de tous contre tous. Nous avons un vide sécuritaire qui a permis l'essor de différentes forces en lutte les unes contre les autres. »* L'antagonisme entre les deux milices chiite (voir annexe « Milices et forces de sécurité »), aujourd'hui passée au second plan à la suite de l'attentat contre la Mosquée d'or, pourrait s'envenimer à nouveau, tant sont divergentes leurs visions de l'avenir du pays.

D'autre part, les milices chiites, comme les forces de sécurité irakiennes chiites-sunnites doivent faire face aux attaques quasi quotidiennes de groupes sunnites baasistes, fidèles de Saddam Hussein ou terroristes parfois étrangers au pays. A l'inverse, des affrontements armés ont opposé récemment des factions entre elles dans le triangle sunnite. On y a vu des chefs de tribus et des responsables politiques locaux constituer des groupes armés pour chasser des islamistes radicaux après un attentat qui a tué près de 80 policiers irakiens. Des chefs de la guérilla islamo-nationaliste, qui combattent pourtant les forces d'occupation, ont apporté leur appui à ces personnalités, en condamnant *« les opérations armées visant des innocents »* et en proclamant *« la fin de la coopération avec Al Qaeda. »* Mais dans plusieurs villes, sunnites ou chiites ont d'ores et déjà été chassés de certains quartiers, un processus qui rappelle furieusement l'épuration ethnique telle qu'on l'a connue en ex-Yougoslavie. Ainsi, des citoyens sont de plus en plus marqués par leur appartenance religieuse et, en cas de guerre civile déclarée, ce sont les grandes villes à population mixte qui pourraient être le théâtre d'atrocités. Selon Toby Dodge, *« Si l'on tentait de diviser Bagdad, Sarajevo aurait l'air d'un divertissement à côté. »* Et le président Talabani a prévenu qu'un conflit communautaire *« n'épargnerait personne. »* Dans ce cas, il y a gros à parier que les Kurdes se replieraient sur leurs bastions dans le Nord du pays, déjà largement autonomes et relativement épargnés par les violences. Il s'assureraient ainsi le contrôle des gisements pétroliers de Kirkouk, exposant les Kurdes de Bagdad ou d'autres régions à de sévères représailles. Les chiites feraient de même dans le sud riche en pétrole. Dans ce cas de figure, la partie centrale aride de l'Irak resterait aux sunnites. Et toutes les parties s'empoigneraient pour la capitale.

Quelle « stratégie globale » ?

Une vision exagérément catastrophiste ? Pour le chercheur Pierre-Jean Luizard², une guerre civile larvée dure depuis deux ans déjà entre la majorité chiite et la minorité sunnite. *« Elle a été déclenchée par la mouvance fondamentaliste liée à Al Qaeda (qui) a fait le choix d'entrer en guerre contre les chiites d'Irak, c'est-à-dire contre les Etats-Unis par communauté irakienne interposée. »* *« En représailles, il existe un terrorisme d'Etat avec les escadrons de la mort liés au ministère de l'Intérieur contrôlé par les chiites. »* Pour cet analyste, les zones de contact entre les deux communautés deviennent petit à petit des lignes de front. Comme à Bagdad *« où le couvre-feu instauré est un aveu de taille, de la part des dirigeants chiites, qu'il y a bien une guerre confessionnelle. »*

² Pierre-Jean Luizard est chercheur au CNRS français (Centre national de la recherche scientifique). Il a publié notamment *« La question irakienne »* aux éditions Fayard.

Derrière les violences, c'est bel et bien tout le processus politique, tel que patronné par les Etats-Unis et fondé sur la reconstruction du pays sur des bases communautaires, qui est en panne. A cet égard, un retour en arrière n'est pas inutile. En été 2005, George Bush discourtait à l'école du FBI : « *Pour aider les Irakiens à bâtir une nation libre, nous avons un plan bien défini à deux voies, l'une militaire, l'autre politique. Nos militaires pourchassent les terroristes et aident à entraîner les forces de sécurité irakiennes de façon qu'elles puissent défendre leur peuple et combattre l'ennemi. Notre plan peut se résumer ainsi : au fur et à mesure que les Irakiens prendront l'initiative, nous prendrons du recul.* »

Près de 15 mois et des centaines de morts plus tard, le bilan n'est pas glorieux. Sauf, peut-être, en fonction d'un élément de la « *stratégie globale* » définie par M. Bush. Soit lutter « *contre l'ennemi en Irak, en Afghanistan et dans le reste du monde de sorte que nous n'ayons pas à lui faire face sur notre territoire.* » Mais, si les Etats-Unis promettent de porter le fer aux quatre coins du monde (voir « *Bush en maître du monde. La guerre au finish ?* », dans le JDM du 28 février), on peut difficilement estimer que « *le pouvoir irrépressible de la liberté et de la démocratie (est en passe de vaincre) les idéologies odieuses qui se servent de la terreur.* »³

Aventures néocoloniales

Ce n'est pas sombrer dans l'anti-américanisme primaire que de voir les choses telles qu'elles sont. Il y aura bientôt deux ans qu'un quart de millions de marines appuyés par quelques milliers de militaires alliés ont lancé l'assaut contre Saddam Hussein. On sait aujourd'hui de façon sûre que cette offensive était programmée depuis belle lurette, depuis septembre 2000 au moins, avec ou sans présence d'armes de destruction massive en Irak. Et malgré l'inanité des affirmations établissant des liens entre le tyran et Al Qaeda. La guerre à la terreur passait par Bagdad, le terrorisme ayant de l'aveu même de M. Bush remplacé « *le fascisme et le communisme* » comme ennemi principal des Etats-Unis⁴. A l'époque déjà, le président avait annoncé que la « *guerre au terrorisme* » serait longue et coûteuse. Il a précisé depuis qu'elle pourrait durer des décennies et se dérouler sur les cinq continents. Le conflit a surtout abouti, pour l'instant, à l'effondrement de l'Etat irakien et à un désordre sans nom. Mais certainement pas – pas plus qu'en Afghanistan - à un pays pacifié et démocratique. Il est vrai que le projet de « *Grand Moyen-Orient* » cher au locataire de la Maison-Blanche a surtout pour objectif d'alourdir la main mise des Etats-Unis sur un espace géostratégique riche en hydrocarbures. Et qu'une telle ambition, à peine camouflée derrière les discours sur la lutte entre le Bien et du Mal et le « choc des civilisations », justifie bien quelques aventures néo-coloniales.

Mais au bilan provisoire, on peut sans aucun doute considérer avec Howard Zinn que « *l'Irak n'est pas un pays libéré mais un pays occupé.* »⁵. L'historien américain rappelait que dès août 2003, le général Ricardo Sanchez « *s'inquiétait* » de la réaction irakienne à l'occupation. Parce que des dirigeants pro-américains l'avaient mis en garde : « *Quand vous arrêtez un père en présence de sa famille, lui recouvrez la tête d'un sac et le faites s'agenouiller, vous portez, aux yeux de sa famille, une lourde atteinte à sa dignité et à son respect.* » Depuis lors, depuis Abou Ghraib par exemple, on sait que telles exactions s'apparentaient à de charmantes plaisanteries. Les troupes US et britanniques – qui passent plus de temps à se protéger qu'à former et aider les forces de sécurité irakiennes - continuent à tuer et à être tuées. Et l'occupation agit comme un puissant aimant sur les extrémistes et les djihadistes de tous horizons. Qu'à cela ne tienne, « *the job is done* » (« *Le boulot est fait* ») répète inlassablement M. Bush, « *Non seulement nous pouvons gagner la guerre en Irak, mais nous sommes en train de gagner*

³ Extraits d'un discours prononcé le 11 juillet 2005 à l'école du FBI.

⁴ Ibidem

⁵ « *Que faisons-nous en Irak ?* » Le Monde diplomatique, août 2005. Howard Zinn est professeur émérite de l'université de Boston.

*la guerre en Irak. » « Le statu quo au Moyen-Orient était dangereux et inacceptable, et notre sécurité - exigeait que nous changions cela. (...) Lentement mais sûrement, nous aidons à faire du grand Moyen-Orient non plus un arc d'instabilité, mais un arc de liberté », a-t-il encore affirmé. Ce n'est pas l'avis du quotidien irakien Az-Zamman qui tirait récemment le constat suivant de la situation sur le terrain : « Désormais, le terrorisme et l'échec politique en Irak vont de pair. » « Ni les élections, ni le soutien américain n'ont permis aux partis et aux forces politiques d'être à la hauteur des responsabilités nationales qui leur incombent » constatait l'éditorialiste du journal en évoquant « un désastre sans précédent dans l'histoire du pays, même du temps de la dictature. » Quant au quotidien panarabe Al-Quds Al-Arabi édité à Londres, il constatait que « l'unité nationale n'a jamais été ébranlée autant qu'avec l'arrivée des troupes étrangères et des groupes qui se sont associés aux plans américains. ». « Conséquences prévisibles d'une invasion inconsciente et d'une occupation mal gérée » comme le dénonce le journal britannique *The Independent* ?*

« Désastre total »

La question se pose : l'objectif américain n'est-il pas, à travers une communautarisation de l'Irak, d'empêcher la construction d'un Etat fort qui risquerait de contredire la stratégie d'un « Grand Moyen-Orient » géré par des dirigeants compréhensifs ? Quoi qu'il en soit, George Bush joue avec le feu. « Pour le moment, la violence est suscitée par le haut et n'a pas encore imprégné le bas, c'est-à-dire l'ensemble de la société » assure Ghassan Salamé, ancien conseiller de l'ONU en Irak qui voit dans les dérives actuelles le fruit d'une rivalité entre l'Iran et les Etats-Unis. « Téhéran veut empêcher Washington de constituer un gouvernement qui lui soit favorable et il ne peut y avoir de gouvernement qui soit hostile aux Etats-Unis » résume-t-il. Mais « si l'impasse demeure et si le gouvernement n'est pas formé rapidement, alors le pays peut plonger dans la guerre civile. » L'ambassadeur de Washington à Bagdad a bien dû reconnaître que « le problème fondamental en Irak est un conflit ethnique et communautaire (...) Les différentes communautés doivent trouver une cohésion nationale. » « Ce que disent aujourd'hui les Etats-Unis est juste, mais c'est peut-être trop tard » a réagi Joost Hiltermann, de l'*International Crisis Group (ICG)*, un groupe de réflexion basé à Bruxelles et notamment animé par d'anciens hauts responsables américains. « L'attentat contre le mausolée chiite, les représailles contre des mosquées sunnites et les assassinats sont la dernière indication que l'Irak approche d'un désastre total. » Pour l'ICG, « les élections ont mis au jour la prédominance de la religion, les mosquées se transformant en quartiers généraux de partis politiques et les religieux en politiciens. » (voir annexe « Se préparer au pire »)

En tout état de cause, le « Nouvel Irak » évoqué par les tombeurs de Saddam Hussein ne semble pas pour demain, pas plus que les perspectives radieuses promises par George Bush. Mais la preuve est donnée de façon éclatante que la prospérité et la démocratie ne font pas bon ménage avec les occupations armées. Au-delà des déclarations matamoiresques, le doute n'épargne pas l'administration américaine. « Je sais que certaines de mes décisions ont conduit à des pertes terribles (...) Je sais que cette guerre est controversée, (que la tâche est) plus difficile que nous le prévoyions » a dû admettre le président Bush. Celui-ci est malmené par les sondages et il lui devient de plus en plus difficile de convaincre ses compatriotes que « nous faisons des progrès réguliers avec un objectif clair en vue. »

Sortir du borbier

Sur le terrain, toutes les formations politiques ayant pris part au scrutin législatif demandent le retrait des troupes étrangères le plus rapidement possible. En janvier, le *New York Times* affirmait que Washington s'est engagé dans un discret dialogue avec l'aile nationaliste de la guérilla irakienne pour intégrer ses chefs au processus politique et isoler les islamistes radicaux. Il n'en reste pas moins que les chefs de l'insurrection exigent fermement le départ des forces d'occupation. Tout cela amène que

les Etats-Unis feront le forcing pour se dépêtrer du borbier irakien, convaincus qu'il n'y a décidément pas d'issue militaire au conflit. Les pertes de l'armée depuis avril 2003 pèsent lourdement sur l'opinion publique américaine et le retour des troupes est devenu un argument électoral majeur aux Etats-Unis alors que des élections législatives et sénatoriales seront organisées en novembre. Une majorité des citoyens américains estime que le retour des boys devrait se faire cette année. En même temps, l'administration admet qu'il faudra sans doute des années pour débarrasser l'Irak du terrorisme.

Vaille que vaille, les principales formations politiques du pays poursuivent leurs négociations en vue de la formation du gouvernement, qui serait l'ultime étape du processus engagé avec l'adoption de la Constitution et les élections législatives. Sans garanties de succès comme on l'a vu récemment. L'Alliance irakienne unifiée, qui comprend la plupart des mouvements chiites, du Parti de la vérité au Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak (CSRII) d'Abdul Aziz Al Hakim en passant par la mouvance de Moktada Sadr et le parti Daoua, a désigné dans la douleur le premier ministre, Ibrahim Jaafari, du Daoua. Celui-ci a été choisi avec une voix de différence sur Abdel Adel Madi du CSRII, grâce au soutien du leader radical Moktada Sadr.

Dans un effort d'apaisement, des dignitaires chiites et sunnites, membres notamment de l'association des oulémas musulmans, ont appelé de concert à la fin des violences intercommunautaires et condamné « ceux qui tentent par le biais des médias d'inciter à la violence sectaire et à la guerre civile ». Le président américain George W. Bush a reconnu devant les vétérans de l'*American Legion* que l'Irak se trouvait à un moment clé et les Irakiens à « l'heure du choix » devant la menace d'une guerre civile. Mais c'est bien l'intervention américaine en Irak qui a remis aux premières loges les religieux chiites avec, comme conséquence collatérale, l'irruption des salafistes djihadistes et le retour des clivages communautaires légitimés par la Constitution adoptée en octobre 2005. En misant sur les frustrations de la minorité sunnite qui gouvernait précédemment l'Irak, les djihadistes ont contribué par leurs attaques contre les chiites à accentuer le fossé entre les deux communautés. Aujourd'hui, le pays est pratiquement divisé en trois zones chiite, sunnite et kurde sunnite. Une situation de fait qui pourrait le conduire au démantèlement.

Les acteurs

Les tensions entre les communautés se sont exacerbées depuis la chute de Saddam Hussein en avril 2003. Les chiites représentent plus de la moitié de la population. Ils ont accédé la première fois au pouvoir après les élections de janvier 2005, après une longue exclusion du processus politique (depuis les années 1920). Leur prépondérance politique a été confirmée par les législatives du 15 décembre 2005. Auparavant, ils avaient été rudement réprimés par les sbires de Saddam. Et le chef d'Al Qaeda en Irak, Al-Zarqaoui, leur a déclaré une « guerre totale » en septembre 2005. La communauté chiite n'est pas monolithique. Le courant majoritaire, sous la houlette d'Ali Sistani, plaide pour une présence limitée dans le temps des troupes étrangères, le temps de garantir la stabilité du pays. Le radical Moqtada Sadr s'oppose farouchement à la présence américaine.

Les sunnites, quelque 20 % de la population, se prétendent les « orthodoxes » de l'islam face aux chiites. Sous Saddam, leurs élites ont occupé la majorité des postes importants dans l'armée, la police ou le parti Baas. Aujourd'hui, les sunnites se sentent visés par les opérations armées menées par les forces irakiennes ou américaines en raison de la nature d'une insurrection majoritairement sunnite.

Les Kurdes, majoritaires dans trois provinces du nord du pays, vivent une autonomie de fait depuis 1991 et la première guerre du Golfe. Ils mettent à l'avant-plan de leurs revendications la mise en place d'un Etat fédéral, étape vers une possible autodétermination à terme. Lors de l'invasion américaine, ils ont occupé Kirkouk, riche ville pétrolière dont ils exigent le rattachement à leur zone. Ils disposent de leur propre Parlement régional.

Se préparer au pire

L'*International Crisis Group* énumère plusieurs conditions pour que l'Irak échappe à la guerre civile.

1/ Un gouvernement d'union nationale dans lequel les sunnites ne sont pas marginalisés. Un démantèlement des milices.

2/ Une révision de la Constitution, surtout en matière de fédéralisme et de répartition des revenus du pétrole.

3/ Des institutions non sectaires et transparentes.

4/ Une affirmation claire des Etats-Unis sur «leur intention de se retirer d'Irak », de façon graduelle et en tenant compte de la capacité du gouvernement irakien à prendre en charge la sécurité. Mais

5/ « la Communauté internationale, dont les Etats voisins, doivent se préparer à l'éventualité d'une désintégration de l'Irak pour contenir les r
etombées sur la stabilité et la sécurité de la région. »

Milices et forces de sécurité

Les tensions religieuses se sont aggravées depuis plus d'un an. Des insurgés sunnites s'en prennent à des quartiers chiites et vice versa. Les groupes d'activistes, les milices et les forces de sécurité s'opposent dans un puzzle fort complexe. Formée dans les années 1980 en Iran, la principale milice chiite, la brigade Badr, compterait 20 000 hommes. Son ancien leader, Abdul Aziz al Hakim, est le chef du Conseil suprême pour la révolution islamiste en Irak (CSRII), désormais au pouvoir. Rebaptisée Organisation Badr, elle conserverait son bras armé et les sunnites l'accusent d'avoir formé des escadrons de la mort. L'Armée du Mehdi obéit à Moktada Sadr, l'imam radical. Elle a conduit deux révoltes contre les forces de la coalition en 2004. Elle mobiliserait plus de 10 000 hommes. L'an dernier, les deux milices chiites se sont affrontées à plusieurs reprises.

Du côté kurde, les Peshmergas sont actifs depuis des siècles dans les montagnes du Nord et comptent près de 140 000 combattants divisés entre les deux partis politiques kurdes, le Parti démocratique (PDK) et l'Union patriotique (UPK). Une partie de ces troupes a été enrôlée dans l'armée irakienne.

Plusieurs groupes sunnites opèrent dans le pays, parfois fédérés ou agissant seuls. Ils sont à l'origine de la plupart des attentats, enlèvements ou assassinats. Les uns font toujours allégeance à Saddam Hussein, d'autres sont liés à Al Qaeda. Récemment, la milice sunnite des « Révolutionnaires d'Anbar » a été mise en place pour faire pièce aux groupes chiites et kurdes, ainsi qu'aux tueurs étrangers d'Al Qaeda.

Face à cela, les forces de sécurité compteraient 232 000 hommes (policiers, gardes-frontières, soldats) plus ou moins entraînés.

Des opinions dubitatives

Un sondage réalisé par la BBC dans 35 pays montre qu'une large majorité de citoyens estime que la guerre en Irak a accru la menace terroriste dans le monde. Dans 20 de ces pays, l'opinion considère que les forces de la coalition emmenées par les Etats-Unis devraient se retirer dans les prochains mois. Selon un responsable de l'enquête, « les citoyens à travers le monde pensent que les leaders occidentaux ont commis une erreur fondamentale dans la guerre à la terreur en envahissant l'Irak. »

En Irak même, le peuple est clairement divisé en deux camps. 49% sont favorables à un retrait des troupes américaines, et 49% souhaitent leur maintien jusqu'à une stabilisation du pays. Mais 75% des Irakiens estiment que la guerre a accru le risque d'attaques terroristes.